

Rami Abou Jamous, journaliste indépendant à Gaza

« Je vous écris d'un endroit qui existe et qui

Le journaliste gazaoui Rami Abou Jamous publie dans « Le Soir » un témoignage fort : « On se mobilise parce que nous sommes en train de mourir de faim. Mais depuis le début, personne ne se mobilise parce que nous sommes en train de mourir. »

Je m'appelle Rami, j'ai 47 ans, je suis marié et père de deux enfants, deux garçons de quatre ans et trois mois. Je vous écris d'un endroit qui existe et qui n'existe pas. Je vous écris au nom d'une population qui existe et qui n'existe pas. Nous respirons, mais nous vivons dans la mort. Cet endroit existe géographiquement, mais ce bout de terrain de 350 km² est en train de disparaître sous les bombes. Depuis vingt mois, la grande majorité des habitations ont été rasées, et 82 % du territoire est considéré par l'armée d'occupation comme une zone interdite. 2,3 millions de personnes vivent dans une petite cage à ciel ouvert, en majorité sous des tentes, sous des bâches, dans la rue, dans des écoles devenues abris précaires, régulièrement bombardés. Des milliers de personnes, dont beaucoup de femmes et d'enfants y ont été tués.

Plus rien n'entre dans notre cage

Je vous écris d'un endroit où les hôpitaux ont presque tous été détruits. Au nord, où j'habite, il n'y a plus que deux hôpitaux, qui fonctionnent à 20 % de leurs capacités. Le blocus est total. La majorité des blessés finissent par mourir, faute de soins, de matériel médical et de médicaments. Les patients souffrant de cancers sont en train de mourir lentement, silencieusement. Les deux seuls hôpitaux disposant de services d'oncologie ont été rasés. Depuis deux mois, plus rien n'entre dans notre cage.

Les gens sont sur-épuisés physiquement et moralement. Avant, notre société était très soudée et très solide. Aujourd'hui, elle est aussi mince qu'une toile d'araignée. L'occupant veut déchirer notre tissu social. Là d'où je vous

écris, le père de famille passe ses journées à tenter de trouver quelque chose à manger pour ses enfants. Les femmes font la queue dans la rue, devant tout le monde, pour utiliser des toilettes collectives. Les enfants, au lieu d'aller à l'école, fouillent les décombres des maisons pour trouver quelque chose qui puisse servir de combustible, ou n'importe quoi qu'ils pourraient vendre pour acheter du bois, parce que chez nous il n'y a plus de gaz ni de fioul, à cause de ce blocus hermétique. Ils attendent pendant des heures devant des tekiya, des cuisines communautaires gérées par des associations de bienfaisance. Ils reçoivent des boîtes de conserve ou des lentilles, cuites dans le meilleur des cas. Ces tekiya sont elles aussi bombardées. Plus de trente d'entre elles ont été détruites par des drones ou des missiles.

On nous jette parfois des os, comme à des chiens

Récemment, l'occupant a entrouvert la porte pour installer des centres de distribution d'aide humanitaire, que j'appelle « inhumanitaires ». Il nous regarde avec satisfaction nous bousculer pour un peu de farine, être prêts à nous entretuer pour un colis de pâtes, parce que nos enfants meurent de faim. Et en même temps, ils nous tirent dessus. Dans ce bout de terrain d'où je vous écris, nous sommes devenus des chiffres. Chaque



Un chat ne peut pas affronter un lion. Surtout que ce lion n'est pas seul

”

jour, c'est comme un bulletin météo. On dit « il y a eu tant de morts et tant de blessés ». Nous avons perdu notre humanité. Nous avons perdu nos noms. Nous n'avons plus d'ambitions, plus de vies, alors que nous sommes des êtres humains comme les autres. A l'endroit d'où je vous écris, toutes les normes sont inversées. La résistance devient systématiquement terrorisme. L'occupant devient l'occupé, la victime devient bourreau. L'occupant est le plus fort militairement, alors sa parole est toujours vraie, et la nôtre toujours fausse. Nous devons être des victimes, et des victimes gentilles, qui ne doivent pas résister. Nous devons seulement survivre, dans la pire humiliation. Des gens dans une cage, à qui on jette parfois des os, comme à des chiens.

Je vous écris d'un endroit qui vit une occupation et un génocide. Tout le monde le sait, mais presque personne ne veut prononcer ces mots. Récemment, la communauté internationale a un peu bougé, mais elle fait des détours, elle emploie des termes comme « inacceptable » et parle « de problèmes humanitaires ». Pourtant, l'occupant lui-même n'hésite pas à le dire franchement. Ses dirigeants clament qu'il faut « nettoyer » ce bout de terrain, qu'il faut déplacer toute sa population vers le sud afin de la déporter vers des pays étrangers. Par la force, et si ça ne marche pas,

avec encore plus de force. On se mobilise parce que nous sommes en train de mourir de faim. Mais depuis le début, personne ne se mobilise parce que nous sommes en train de mourir, aussi, à cause des massacres, des boucheries, de ce que j'appelle les « israélieries ».

Je reste là parce que c'est ma façon de résister

Je vous écris d'un endroit dont l'occupant veut nous faire partir. Moi, je reste là. Je reste dans mon appartement au centre-ville. Je reste là parce que c'est ma façon de résister. Je prends ce risque pour moi et pour ma femme et mes deux enfants, parce que je veux que mes fils grandissent dans la dignité, parce que ce bout de terrain ne vaudra plus rien si nous les indigènes, n'y sommes plus. C'est vrai, je prends un grand risque. En tant que journaliste, je suis une cible privilégiée. L'occupant ne veut pas de témoins de ses crimes.

Je ne crois pas à la résistance militaire, même si c'est un droit légitime pour toute population sous occupation. Mais je prends en compte les rapports de force, qui sont complètement inégaux. Un chat ne peut pas affronter un lion. Surtout que ce lion n'est pas seul. Derrière lui, il y a d'autres prédateurs, des crocodiles, des ours, des tigres, des léopards. Je sais que rester ici peut me coûter la vie, à moi et à ma famille. Mais

Dix chiffres pour comprendre l'ampleur du désastre à Gaza

54.500

Un bilan humain certainement sous-évalué
C'est le chiffre qui est le plus connu. Plus de 54.500 Palestiniens ont été tués dans la bande de Gaza depuis le 7-October. Rien que sur la première année de guerre, l'espérance de vie a chuté de près de 35 ans, selon une étude du *Lancet*. Dans la même revue scientifique, des chercheurs indiquaient l'an dernier que le ministère palestinien de la Santé à Gaza (sous contrôle du Hamas) sous-évaluait les victimes de 41 %. Au moins 931 bébés de moins d'un an ont été tués en un an et demi, dont 356 sont nés et morts pendant la guerre. Du côté israélien, 1.620 personnes ont été tuées, dont 420 soldats. Ce bilan comprend les victimes du 7-October.

244.000

La famine ronge la bande de Gaza
244.000 personnes vivent déjà une famine, soit 12 % de la population gazaouie. D'après la dernière évaluation disponible, entre le 1^{er} avril et le 10 mai dernier, la quasi-totalité de la population (plus de 1,9 million de personnes) subissait de hauts niveaux d'insécurité alimentaire, selon la classification intégrée des phases de sécurité ali-

mentaire qui fait autorité dans le domaine. « Ces ménages présentent des déficits de consommation alimentaire qui se traduisent par une malnutrition aiguë élevée ou supérieure à la normale », définit cette classification, qui précise que ces ménages ne parviennent que difficilement à satisfaire leurs besoins minimaux. Ils le font en ayant épuisé « leurs moyens de subsistance essentiels ou par des stratégies d'adapta-

tion aux crises ». Fin mai, en deux semaines à peine, plus de 2.700 enfants de moins de cinq ans ont été diagnostiqués en état de malnutrition aiguë. Le 12 mai, 116.000 tonnes d'aide alimentaire (un peu plus de 6.000 camions) étaient bloquées aux frontières de l'enclave. De quoi nourrir un million de personnes pendant quatre mois. Depuis, environ 400 camions d'aide ont pu atteindre la population.

Le 13 mai, des frappes ont fait au moins 28 morts à l'Hôpital européen de Khan Younés. Selon l'armée israélienne, 50 bombes ont été larguées en 30 secondes © REUTERS.

